



Cette action est financée par l'Union européenne

**ANNEXE**

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée concernant le programme d'appui à la consolidation de l'Etat à financer sur le 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement

**Document relatif à l'action pour le programme d'appui à la consolidation de l'Etat**

**INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS**

**PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS**

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: **5.4.1.**

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Programme d'appui à la consolidation de l'Etat Numéro CRIS : GN/FED/38291 financé par le 11 <sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED)
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	République de Guinée
<b>3. Document de programmation</b>	11 <sup>ème</sup> Fonds européen de développement Programme indicatif national – Enveloppe A
<b>4. Secteur de concentration/domaine thématique</b>	Construction de l'Etat
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé : 30 000 000 EUR dont Montant total de la contribution du FED : 30 000 000 EUR dont <ul style="list-style-type: none"><li>• 25 000 000 EUR pour l'appui budgétaire et</li><li>• 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.</li></ul>
<b>6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	Appui budgétaire non ciblé Gestion directe – appui budgétaire : contrat d'appui à la consolidation de l'Etat Gestion indirecte avec la République de Guinée : subvention en octroi direct à l'Institut national de la statistique (INS) et marché de service d'assistance technique en faveur de l'INS
<b>7. Code(s) CAD</b>	51010

<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>9. Programmes phares thématiques « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent »</b>	Sans objet			

## RESUME

La tenue de l'élection présidentielle de 2010 a marqué le début de la transition démocratique en Guinée, ce qui a permis la levée de l'article 96 et la pleine reprise de notre coopération à travers la signature des projets du 10<sup>ème</sup> Fonds européen de développement. Par ailleurs, l'épidémie de la fièvre à virus Ebola en décembre 2013, a déstabilisé le rythme de réformes ainsi que la période de croissance qui prévalait.

Dans ce contexte, le document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) se révèle d'autant plus pertinent et crédible qu'il a été renforcé par la stratégie de résilience socio-économique post-Ebola. Le Fonds monétaire international (FMI) a en outre confirmé son soutien à travers une facilité étendue de crédit. Ce programme appuie également les efforts du gouvernement en matière de réforme des finances publiques, qui se déclinent autour du plan stratégique de réforme des finances publiques (PREFIP) approuvé par le Conseil des ministres en mai 2014.

Par ailleurs, la transparence budgétaire est perfectible, mais le point d'entrée (publication du budget) est atteint.

Considérant que les critères d'éligibilité à l'appui budgétaire sont atteints, le programme d'appui à la consolidation de l'Etat en Guinée s'articule autour de trois tranches (deux fixes, une variable) d'appui budgétaire non ciblé sur la période 2015-2016, pour un montant total de 25 000 000 EUR. Il vise à :

- Contribuer à augmenter l'espace budgétaire du gouvernement pour soutenir le relèvement du secteur de la santé à la suite de la crise Ebola.
- Soutenir les efforts du gouvernement pour garantir les fonctions vitales de l'Etat
- Redynamiser la mise en œuvre des réformes des finances publiques. L'appui budgétaire est accompagné d'un appui complémentaire de 5 millions EUR dont l'objectif est d'accompagner la revitalisation du système statistique guinéen.

## **1. CONTEXTE**

### **1.1 Contexte national**

Après des années de fragilité et d'instabilité politique, la tenue de la première élection présidentielle réellement libre et transparente de l'histoire de la République de Guinée en 2010 a marqué le début de la transition démocratique dans ce pays. Initialement prévues 6 mois après l'investiture du Président Alpha Condé, les élections législatives ont eu lieu en septembre 2013 ce qui a permis la levée de l'article 96 et la pleine reprise de notre coopération à travers la signature des projets du 10<sup>ème</sup> Fonds européen de développement.

Le gouvernement a eu comme priorité la restauration de la stabilité du cadre macro-économique. Il a engagé des réformes ambitieuses qui ont effectivement permis, d'une part, d'améliorer les agrégats macroéconomiques et, d'autre part, la reprise des investissements étrangers et de la coopération.

Toutefois, l'éruption de l'épidémie de la fièvre à virus Ebola en décembre 2013 en Guinée forestière, qui s'est progressivement étendue à la Sierra Leone, au Libéria et à certaines préfectures de la Guinée, a freiné cette dynamique. La fermeture des frontières et les risques de contamination ont eu pour conséquence le ralentissement de la croissance économique et la baisse significative des recettes fiscales de l'Etat.

Les élections présidentielles prévues par la Commission électorale nationale indépendante en octobre 2015, suivies des élections communales au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, constitueront un signal fort du retour pérenne de l'Etat de droit en Guinée. Toutefois l'opposition, qui souhaite que les élections communales aient lieu avant le scrutin présidentiel, manifeste son mécontentement dans la rue. Le mois d'avril 2015 a ainsi été marqué par des journées de violence dans la capitale, faisant au moins deux morts et de nombreux blessés. La communauté internationale appelle à la reprise du dialogue pour éviter une nouvelle spirale de dégradation de la situation.

La stabilité politique du pays reste également tributaire de l'avancement des réformes. La poursuite de l'amélioration de l'équilibre macro-économique et de la gouvernance publique ainsi qu'une relance rapide de l'économie. Ces améliorations doivent profiter à la population guinéenne en réduisant drastiquement la pauvreté.

La situation en Guinée est éminemment fragile et tout événement peut avoir des répercussions importantes comme cela a été le cas avec le virus Ebola.

#### Sur le plan économique

L'économie guinéenne est peu diversifiée et très informelle. Le secteur agricole (22% du produit intérieur brut (PIB) en 2011) occupe près de 80% de la population rurale. Le secteur de la pêche offre un fort potentiel de croissance. Le secteur secondaire (45% PIB en 2011) est dominé par les mines qui constituent « une enclave » dans l'économie (ce secteur contribuait à hauteur de 15% au PIB sur la période 2010-2012, aux recettes fiscales à hauteur de 23% et aux exportations pour 90% du total).

Les réformes introduites depuis 2011 ont permis de renouer avec la croissance (passée de 1,9% à 3,9% en 2012). Celle-ci est toutefois retombée à 2,3% en 2013 du fait, entre autres, des tensions autour des élections législatives.

L'irruption du virus Ebola fin 2013 a engendré un ralentissement des activités agricoles et commerciales qui a pu être atténué par l'augmentation de l'activité minière. La croissance pour 2014 en conséquence a été révisée à la baisse à 0,4% (donnée du FMI contre 1,3% estimée par le gouvernement guinéen) au lieu de 4,5%.

### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

#### **1.1.1.1 Politique publique**

Malgré ses énormes ressources naturelles (mines, agriculture) et humaines, la Guinée reste l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,392 en 2013 (179<sup>ème</sup> rang sur 187 pays) <sup>1</sup> en amélioration légère depuis 2011 où l'indice de développement humain était à 0,341. Selon les résultats de l'enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté (ELEM) <sup>2</sup>, l'incidence de la pauvreté s'est accrue au niveau national, passant de 53% en 2007 à 55,2% en 2012 avec cependant une légère baisse entre 2010 et 2012 (58% contre 55,2%). La forte croissance démographique (taux moyen annuel de 3,1%) n'a pas permis de croissance significative du revenu national brut par tête d'habitants qui reste le plus faible de la région Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) (moins de 440 USD). Les manifestations organisées en janvier 2015 à l'initiative des syndicats pour l'obtention d'augmentations salariales ont abouti à un accord d'augmentation des rémunérations de 40% en 2015. La faiblesse et la précarité de l'accès à l'électricité et à l'eau sont sources de tensions récurrentes.

Les estimations de 2013 sur l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) indiquent que seuls les OMD n°6 concernant la « lutte contre le Sida » et n°7 relatif à l'« accès à une source d'eau potable » ont des chances d'être atteints à l'échéance de 2015.

Les performances du système éducatif sont faibles. Le taux brut de scolarisation est de 82,1% (74,6% pour les filles) en 2013. Les niveaux d'alphabétisation sont particulièrement faibles (22,8% pour les femmes et 47,2% pour les hommes).

La situation du secteur santé est précaire. Le ministère de la santé est sous-doté depuis longtemps (part du ministère dans les dépenses : 2,1% en loi de finances initiale pour 2014). Par ailleurs jusqu'en 2013, 83% du personnel de santé résidait dans la capitale Conakry peuplée d'environ 15% de la population ; suite à la crise Ebola, ce taux a été porté à 55% mais de façon concrète il est difficile de le vérifier. On relève un nombre élevé d'infrastructures de santé non fonctionnelles. Cela se traduit par des taux élevés de mortalité infantile et une faible espérance de vie (56 ans). L'éruption du virus Ebola dans ce contexte souligne l'urgence de contribuer au relèvement de ce secteur.

Les politiques publiques de développement reposent, d'une part, sur le plan quinquennal de développement socio-économique (2011-2015), et d'autre part sur le document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) III (2013-2015). Ce dernier a été alimenté notamment par l'enquête légère de la pauvreté (ELEM) conduite en 2012. Le DSRP III comporte quatre axes stratégiques : (i) gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines ; (ii) accélération, diversification et durabilité de la croissance ; (iii) développement des infrastructures de soutien à la croissance ; (iv) renforcement de l'accès aux services sociaux de base et à la résilience des ménages.

Les deux documents stratégiques arrivent à échéance dès fin 2015, la préparation du DSRP IV a d'ores-et-déjà été lancé.

Le 17 avril 2015, le gouvernement de Guinée a également présenté, lors de la conférence de la Banque mondiale à Washington sa « Stratégie de relance et de résilience socioéconomique post-Ebola » pour la période 2015-2017. Il n'a pas vocation de remplacer les documents de développement existants (DSRP III, plan quinquennal, programme d'investissement public) mais vise à les renforcer et compléter. Cette stratégie contient quatre priorités : secteurs

<sup>1</sup> Source: <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi-table>.

<sup>2</sup> Source: Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté, Institut National de la Statistique, Ministère du Plan, 2012.

sociaux, accélération et diversification de l'économie, infrastructures et gouvernance. Le coût reste à être affiné mais s'élèverait à plus de 2 milliards USD.

### Riposte Ebola

Pour relater dans les documents budgétaires cette gestion de la crise Ebola, le budget du ministère de la santé a été sensiblement augmenté dans le cadre de la loi de finances rectificative (LFR) de 2014, entre autres à travers les concours des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) passant de 46.150.000 USD en loi de finances initiale (soit 2,1% des dépenses), à 175.000.000 USD, soit 8% des dépenses en loi de finances rectificative (LFR).

Compte tenu de l'urgence avec laquelle les actions ont été menées et les difficultés de coordination, les informations relatives à l'exécution des dépenses via les partenaires n'ont pas pu être communiquées en totalité aux autorités guinéennes. Cela a affecté en partie les résultats de l'exécution budgétaire relative à la LFR (taux d'exécution de l'ordre de 22% pour le ministère de la santé). C'est pour ne pas reproduire cette situation que le gouvernement guinéen a créé dans la loi de finances pour 2015 un budget d'affectation spéciale (BAS) « Riposte Ebola » conforme aux dispositions de la loi organique relative aux lois de finances (LORF). Le BAS regroupe les financements des partenaires ainsi que des financements nationaux destinés spécifiquement à Ebola.

Grâce aux efforts conjoints de la communauté internationale, l'arrêté portant répartition des crédits budgétaires du budget d'affectation spécial (BAS) "Riposte Ebola" a été signé le 23 mars 2015 par le premier ministre et définit les postes de dépenses budgétaires pour un montant de 1 613 070 261 000 GNF (environ 223.000.000 USD).

Contrairement à ce qui était attendu, cet arrêté ne définit pas les dispositions relatives à son contrôle (rôles des ordonnateurs, des comptables, niveau de contrôle interne et externe...). Le présent programme insiste donc sur la nécessité de voir ce BAS doté de règles de fonctionnement satisfaisantes, abondé financièrement par la partie nationale, et devenir opérationnel dès que possible. Il est également prévu de suivre son utilisation dans le cadre du groupe thématique finances publiques que préside la délégation de l'Union européenne.

Par ailleurs, la loi de finances initiale 2015 prévoit un doublement du budget du ministère de la santé par rapport à la dotation initiale 2014 (89.500.000 USD, soit 3,4% des dépenses). L'augmentation porte majoritairement sur le titre 1 – personnel afin de couvrir le recrutement de 2000 agents de santé supplémentaires. Il est prévu que 70% de ces nouveaux agents soient affectés hors de Conakry.

Dans le cadre de la concertation du 1er octobre 2014 entre le gouvernement et les partenaires, la crise Ebola est devenue une priorité nationale au même titre que les priorités nationales de 2014-2015 du DSRP. Ainsi, une attention particulière portera sur la mise en œuvre des résultats relatifs au secteur de la santé.

#### 1.1.1.2 Cadre stratégique de l'UE

L'Union européenne a considéré que le coup d'État perpétré en Guinée en décembre 2008 constituait une violation grave des principes démocratiques et de l'État de droit. Par décision du 27 juillet 2009 (2009/618/CE), le Conseil de l'Union européenne a conclu des consultations au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou et a pris une série de mesures appropriées pour accompagner le retour à l'ordre constitutionnel. Lors de cette période, tout nouveau programme d'aide a été gelé hormis les actions à caractère humanitaire, d'urgence, en appui direct aux populations ou en appui à la transition politique et à la sortie de crise.

La tenue des élections législatives inclusives et pacifiques le 28 septembre 2013 a permis la reprise complète de la coopération et le déblocage du solde du 10<sup>ème</sup> FED. L'enveloppe A d'un montant de 174 300 000 EUR couvre des projets en appui au secteur de la gouvernance

(décentralisation, finances publiques, justice et secteur de la sécurité), de l'accès aux services de base (eau, santé), de l'appui à la société civile et des transports.

Le programme indicatif national (PIN) du 11<sup>ème</sup> FED (244 000 000 EUR pour la période 2015-2020) a été signé en décembre 2014 et vise quatre secteurs : (1) consolidation de l'Etat de droit, (2) assainissement urbain, (3) santé et (4) transports (stratégie de sortie). Ce présent appui se situe dans le secteur 1 qui couvre également la réforme du secteur de sécurité, la justice, la réforme administrative et de la fonction publique.

L'ordonnateur national a été restitué dans ses fonctions depuis mars 2012 et est appuyé par la cellule de gestion du FED (CGFED) qui est composée entièrement d'agents de la fonction publique guinéenne.

### ***1.1.2 Analyse des parties prenantes***

Au niveau politique, le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, ordonnateur national du FED, a adressé une requête à l'Union européenne le 29 septembre 2014 pour mobiliser le présent appui visant à atténuer l'impact l'épidémie Ebola.

La réforme des finances publiques, la lettre de politique de décentralisation et de développement local, le programme de réforme de l'Etat et de modernisation de l'administration (PREMA) et la lettre de politique de santé en cours d'élaboration constituent des engagements tangibles et conformes aux objectifs de la présente action.

Sous la présidence du premier ministre, une concertation entre le gouvernement et les partenaires s'est tenue le 1<sup>er</sup> octobre 2014 à Conakry sur la thématique du renforcement de l'efficacité de l'action du gouvernement et des partenaires au développement autour des priorités nationales 2014-2015 et de la crise Ebola.

La signature récente du cadre général d'organisation des appuis budgétaire (CGA) en juin 2014 constitue aussi un cadre de dialogue entre le gouvernement et les autres bailleurs disposés à fournir un appui budgétaire.

La montée en puissance du rôle de l'assemblée nationale dans son rôle de suivi et du contrôle de l'action gouvernementale et d'adoption des lois de finances apporte aussi des assurances en termes de transparence et de contrôle budgétaire.

Les services du ministère de l'économie et des finances, du ministère délégué au budget, du ministère de la santé et du ministère du plan sont partie prenante dans la réalisation de la présente action.

Enfin, de par leur prérogative, la Chambre des comptes (puis la Cour des comptes), la Cour constitutionnelle et l'Institut national des droits de l'homme auront également un rôle essentiel à jouer.

### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes***

Suite à l'épidémie d'Ebola débutée en décembre 2013, la Guinée se trouve dans une situation de fragilité importante. Le pays a mis en place des mesures spéciales visant à appuyer les efforts de lutte contre l'expansion du virus. Cependant, le budget dédié au secteur de la santé étant particulièrement faible, la déconcentration et la décentralisation budgétaire quasiment inexistantes et le déséquilibre dans la répartition des personnels de santé sur le territoire national entraînent une mauvaise qualité des services de santé et un manque d'accessibilité à ceux-ci pour la majorité des populations. Dans les zones affectées par l'épidémie Ebola, particulièrement la Guinée forestière, les services de santé sont au bord de l'effondrement et les conséquences actuelles sont une augmentation des décès liés à des maladies communes qui ne sont plus pris en charge.

Par ailleurs, la fragilité politique demeure présente. Fin 2015, devraient se dérouler les élections présidentielles qui sanctionneront la réalité de l'Etat de droit en Guinée. Ainsi, la stabilité politique du pays reste d'abord tributaire de l'avancement des réformes engagées depuis le retour à l'ordre constitutionnel visant à conforter l'instauration d'un Etat de droit, le retour aux équilibres macro-économiques et une relance rapide de l'économie profitant à tous de manière à réduire drastiquement la pauvreté.

Il est dès lors impératif pour la stabilité socio-politique de fournir un appui immédiat pour que l'Etat puisse assurer ses fonctions vitales, notamment la provision des services sociaux de base à la population en particulier en matière de santé. A moyen terme, le défi majeur à relever est constitué par la bonne gouvernance et la consolidation de l'Etat de droit.

## **1.2 Autres domaines d'évaluation**

### ***1.2.1 Valeurs fondamentales***

Malgré un certain progrès, la situation des droits de l'homme et de la démocratie en Guinée continue à affronter des défis majeurs, susceptibles d'être aggravés par Ebola, la crise économique y afférente, et les enjeux politiques liés aux élections présidentielle et locales.

Le non-respect d'engagements, une défiance mutuelle profonde et la radicalisation inquiétante des discours des deux camps politiques, mouvance présidentielle et opposition, empêchent le dialogue. L'antagonisme vis-à-vis du calendrier et l'organisation des scrutins présidentiel et local est à la base de tensions accrues actuelles et de la montée du risque de violence liée au prochain cycle électoral. L'ensemble de la communauté internationale présente à Conakry, y compris l'UE, appuie la tenue d'un dialogue politique sincère qui permet la tenue en 2015 d'élections pacifiques, inclusives et transparentes afin de consolider le processus démocratique en Guinée. Ce pays a été retenu comme priorité pour le déploiement d'une mission d'observation électorale de l'UE.

Les progrès dans la réforme du secteur de sécurité, notamment la subordination institutionnelle des forces de défense et de sécurité (FDS) au pouvoir civil, l'adoption d'une politique de défense et de sécurité en ligne avec les standards démocratiques et les efforts pour réduire et professionnaliser les effectifs ont permis la levée de l'embargo des armes par le Conseil en avril 2014. Néanmoins, les FDS sont encore insuffisamment disciplinées et susceptibles de commettre des exactions.

Des efforts doivent être faits pour que l'impunité généralisée cesse aussi bien d'un point de vue pénal qu'administratif. La population guinéenne se méfie de son système judiciaire qui est dysfonctionnel. En 2014, le ministère de la justice a lancé – avec l'appui de l'UE – un programme ambitieux de réforme du système judiciaire. Le Conseil supérieur de la magistrature a également été créé et différents textes légaux fondamentaux sont en cours de révision (code pénal, code de procédure criminelle, code de justice militaire). On constate cependant peu d'avancées dans les dossiers majeurs d'abus commis par les forces de sécurité, notamment la répression violente de la manifestation de septembre 2009, même si quelques nouveaux procès ont démarré récemment. Il est aussi nécessaire que le système judiciaire mette en place un système offrant un plus grand nombre de garanties contre les discriminations vis-à-vis des populations fragiles, en particulier en ce qui concerne les violences faites contre les femmes, ainsi qu'en faveur de la liberté de la presse et sa professionnalisation, la lutte contre les rumeurs de - et l'incitation à la violence.

Les conditions de mise en place de la Cour constitutionnelle, de l'Institution nationale des droits de l'homme et de la Haute autorité de la communication début 2015 sont sujettes à controverse depuis leur installation. D'autres institutions, aussi prévues par la Constitution, telles que le médiateur de la République et la Cour des comptes ne sont pas encore en place.

### ***1.2.2 Politique macroéconomique***

Le gouvernement, issu de l'élection présidentielle de 2010 a eu comme priorité la restauration de la stabilité du cadre macro-économique. Il a donc engagé des réformes ambitieuses pour renouer avec la croissance, et restaurer les équilibres macro-économiques. En janvier 2012, un programme économique et financier triennal, soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC) du Fonds monétaire international a été conclu sur la période 2012-2014. La bonne exécution de ce programme a permis d'atteindre, fin septembre 2012, le point d'achèvement de l'initiative d'allègement de la dette en faveur des pays pauvres très endettés (iPPTE) et d'accéder à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (iADM), ce qui a contribué à un allègement conséquent de la dette de la Guinée.

L'apparition de l'épidémie Ebola a constitué un choc majeur pour l'économie guinéenne et son contrecoup devrait affecter l'équilibre macroéconomique en 2015. Les perspectives de croissance économique du FMI pour 2015 sont pessimistes : -0,3 % au lieu de 4,1% initialement projeté. Si un développement nouveau dans l'industrie extractive n'est pas anticipé, la réouverture de la frontière avec le Sénégal en janvier 2015 pourrait toutefois générer une reprise d'activité. En termes de programmation, le budget 2015 tient compte de l'accroissement des dépenses induites par l'impact de l'épidémie Ebola. Un effort est également prévu pour accroître la mobilisation des ressources domestiques (notamment projet de taxe visant le secteur de la téléphonie). Néanmoins, le déficit devrait s'établir à 6,6% du PIB ce qui suggère un écart de financement d'environ 234.000.000 USD. L'inflation devrait demeurer à environ 8,9%. Toutefois le cadrage de la Loi de Finances 2015 n'inclut pas l'augmentation salariale pour les fonctionnaires de 40%, accordé avec les syndicats en janvier 2015.

Les six revues successives du programme soutenu par la FEC ont permis de tirer des conclusions utiles.

La 5<sup>ème</sup> revue a eu lieu en novembre 2014 et a été approuvée par le "board" le 11 février 2015, le retard étant dû aux négociations qui ont eu lieu sur le taux de croissance économique retenu pour 2014 (+0,4% selon le FMI, +1,3% selon le gouvernement).

La 6<sup>ème</sup> revue s'est déroulée du 23 avril au 8 mai 2015. Les services techniques guinéens et la mission du FMI, estiment que les prévisions de croissance pour 2014 et 2015 ont été considérablement réduites. L'activité a été plus faible que prévue dans les secteurs primaires, secondaires et tertiaires. Ainsi le taux de croissance est estimé à 1,1% en 2014. Cette tendance pourrait être plus marquée en 2015 car, en plus des effets de l'épidémie à virus Ebola, l'économie sera confrontée à la baisse attendue des prix des produits de base qui influera sur les principales exportations du pays.

La mission du FMI a jugé que la mise en œuvre du programme soutenu par la FEC demeure satisfaisante. Tous les critères de performance fin décembre 2014 ont été observés ainsi que l'essentiel des objectifs quantitatifs à fin mars 2015. Cette performance reflète la poursuite d'une politique macroéconomique prudente qui a permis de maintenir l'inflation à un chiffre, tout en soutenant une forte croissance du crédit au secteur privé. La 7<sup>ème</sup> revue se tiendra au second semestre 2015.

La négociation d'un nouveau programme et l'organisation de la revue article IV pourraient intervenir en fin d'année 2015 après l'organisation des élections. A noter que la durée du FEC peut le cas échéant être étendue dans la limite de 5 ans.

### ***1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)***

Le gouvernement s'est lancé en 2010 dans une série de réformes visant à assainir la gestion des finances publiques, à travers une reprise de contrôle sur les dépenses et une amélioration du recouvrement des recettes.



En 2012, le gouvernement a adopté notamment une nouvelle loi organique relative aux lois des finances (LORF) qui structure l'ensemble du système de finances publiques de la Guinée. La loi de finances pour 2016 devrait être la première loi de finances préparée selon ses nouvelles modalités. La mise en œuvre complète de la LORF est cependant un chantier particulièrement ambitieux. De nombreuses réformes ont été engagées parallèlement (codes minier, marché publics, service de la dette, contrôle...), d'autres sont en préparation (code des douanes, code des impôts notamment).

Le gouvernement a préparé avec l'appui de l'assistance technique de l'Union européenne, un plan stratégique de réforme des finances publiques (PREFIP) sur la période 2014-2018, auquel est associé un plan d'action triennal (PAT) glissant. Le PREFIP, approuvé par le Conseil des ministres en mai 2014, prend appui sur une évaluation complète du système actuel de gestion des finances publiques de la Guinée avec l'exercice Public Expenditure and Financial Accountability – Dépense publique et responsabilité financière (PEFA), réalisé avec l'appui du FMI en avril-juin 2013. Il prévoit des réformes au niveau des différents compartiments de la gestion des finances publiques : (1) programmation et préparation du budget, (2) mobilisation des recettes, (3) mobilisation des ressources extérieures et gestion de la dette (4) gestion des dépenses publiques, (5) gestion du patrimoine de l'Etat, (6) gestion de la trésorerie, (7) réforme comptable et système d'information financière, (8) finances locales, et (9) systèmes de contrôles internes et externes.

Les PTF apportent leur soutien au PREFIP à travers des assistances techniques coordonnées dans le cadre du groupe thématique macro-économie et finances publiques que préside la délégation de l'Union européenne.

#### **1.2.4 Transparence et contrôle du budget**

Les institutions de contrôle externe du budget se mettent progressivement en place en Guinée. La nouvelle Assemblée nationale issue des élections législatives de septembre 2013 a été installée en janvier 2014. La loi de finances rectificative 2014 et la loi de finances 2015 ont été débattues et votées par le Parlement, puis promulguées en décembre 2014.

Elles ont été publiées sur le site du ministère de l'économie et des finances (MEF) <http://www.finances.gov.gn>. Une publication au Journal officiel est également prévue.

Les rapports d'exécution budgétaire ne sont pas produits par les services du ministère de l'économie et des finances. La dernière loi de règlement porte sur l'exercice 2004. La loi organique visant à transformer la Chambre des comptes en Cour des comptes a été adoptée par le Parlement en janvier 2013, mais attend sa promulgation par le Président. Néanmoins, la Chambre des comptes a produit deux rapports en septembre 2013 qui n'ont cependant pas été rendus publics (commune de Ratoma et agence de la navigation aérienne).

D'autres actions sont prévues, pour renforcer les capacités de contrôle interne de l'inspection générale des finances, du contrôle a priori des contrôleurs financiers, et l'amélioration de la transparence budgétaire à travers une publication plus large de la documentation budgétaire auprès du public.

## **2. Risques et hypothèses**

<b>Risques</b>	<b>Niveau de risque (E/M/F)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
La volonté politique de poursuivre les réformes engagées pour une gestion plus transparente à tous les niveaux, y compris l'instauration de	<b>E</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogue politique accru entre la délégation de l'Union européenne et le gouvernement guinéen</li> <li>• Différents projets sur le 10<sup>ème</sup> FED</li> </ul>

L'Etat de droit et le respect des droits de l'homme		d'appui aux réformes en cours: secteur de sécurité, justice, finances publiques, décentralisation, etc.
La cohésion sociale mise en danger par la pauvreté croissante et les impacts de l'épidémie Ebola.	<b>E</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination nationale et internationale de la riposte Ebola</li> <li>• Mise en œuvre du projet d'appui à la santé et toute autre action dans le secteur de santé (secteur focal sur les 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> FED)</li> </ul>
L'organisation et le déroulement satisfaisant des prochaines élections présidentielles et communales. Prévention d'une montée de la violence politique. Étant donné le contexte, il y a un risque clair de non-intervention.	<b>E</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interlocution constante avec les différents acteurs politiques pour encourager le dialogue politique et les réformes, médiation si nécessaire et accepté.</li> <li>• Déploiement d'une mission d'observation électorale de l'UE.</li> <li>• Mise en œuvre du reliquat du projet d'appui complémentaire aux élections (PACE) et du nouveau programme d'appui à la consolidation de la démocratie (PACD)</li> </ul>
Le maintien de la stabilité économique est important pour préserver les acquis de la récente démocratisation en évitant d'attiser les tensions socio-politiques qui pourraient naître d'un dérapage macro-économique. Poursuite des réformes conclues dans le cadre du programme avec le FMI, en faisant face à des défis majeurs qui ont été amplifiés depuis l'apparition de l'épidémie Ebola.	<b>M</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite du programme avec le FMI</li> <li>• Mise en œuvre du projet d'appui à la réforme des finances publiques (PARFIP)</li> <li>• Mise en œuvre de l'appui complémentaire prévu au niveau de la présente action.</li> <li>• Appui budgétaire par d'autres bailleurs (Banque mondiale (BM), Banque africaine de développement (BAD), FMI, etc.)</li> <li>• Dialogue dans le cadre du groupe de coordination finances publiques.</li> </ul>
L'évaluation PEFA de juin 2013 a mis en évidence des résultats faibles dans le domaine de l'exhaustivité et de la transparence du budget avec de nombreuses omissions (stock de la dette, exécution budgétaire, synthèse des recettes et des dépenses, informations sur les impacts des politiques budgétaire et fiscale...).	<b>M</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre du projet PARFIP</li> <li>• Mise en œuvre de l'appui complémentaire prévu au niveau de la présente action.</li> <li>• Mise en œuvre du projet de renforcement des corps de contrôle phase II (RECOR II).</li> </ul>
<b>Hypothèses</b>		
Efforts accrus en matière de dialogue politique et déploiement effectif des mesures d'accompagnement (assistance technique, études, dispositif de suivi des réformes en matière de finances publiques) qui restent prévues, au travers des programmes existants		

### 3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

#### 3.1 Enseignements tirés

Aucun appui budgétaire n'a été mis en œuvre en Guinée lors des dernières années. On rappelle néanmoins l'existence d'un programme d'appui à l'apurement des arriérés de la République de Guinée sur les prêts provenant de la Banque européenne d'investissement datant de 2011 sur financement du 10<sup>ème</sup> FED.

Le présent programme s'inscrit dans la continuation du **projet d'appui institutionnel à la gouvernance (PAIG)**, financé sur le 9<sup>ème</sup> FED. Ce projet a appuyé la coordination des réformes au travers d'une assistance technique auprès du ministère de l'économie et des finances (MEF), le cadre réglementaire et législatif des finances publiques, la comptabilité publique, la création du compte unique du trésor et la gestion de trésorerie, un appui au renforcement des corps de contrôle et un appui aux réformes des marchés publics. Des audits de la direction générale des douanes et de la direction nationale des impôts ont aussi eu lieu et les recommandations sont en cours d'exécution.

Les résultats de l'appui au corps de contrôle (**RECOR I**) concernent la création d'un cadre permanent de concertation rattaché à la Présidence et une coordination renforcée entre les structures de contrôle, l'adoption de lois décrets et arrêtés, la mobilisation forte des bénéficiaires, l'amélioration des conditions de travail et des échanges renforcés à l'international.

Finalement, ce projet assure aussi une continuation du **programme d'appui au renforcement des capacités statistiques (PARCS)** dans son volet d'appui complémentaire. Ce projet de 5 000 000 EUR contribue à la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) afin de disposer des données statistiques fiables nécessaires pour la formulation, le suivi et l'évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les axes du SNDS concernent l'amélioration de la couverture et de la qualité de la production statistique en renforçant les capacités du personnel de l'Institut national de la statistique (INS) et des services statistiques des ministères sectoriels ainsi que leur dispositif institutionnel et organisationnel, et ce afin d'augmenter la diffusion et l'utilisation de ces données statistiques.

#### 3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

##### Autres projets FED

Le **programme d'appui à la réforme des finances publique (PARFIP)** de 11 900 000 EUR vise à renforcer les capacités institutionnelles du MEF dans la conduite de ses missions et la mise en œuvre des réformes et les systèmes de redevabilité financière, ainsi qu'à améliorer les revenus intérieurs de l'Etat. Ce programme bénéficie d'un dispositif important d'assistance technique qui viendra en complémentarité à cette action et qui permet donc de limiter l'appui institutionnel prévu sur ce SBC.

Dans le cadre du PARFIP, une deuxième phase du projet de **renforcement des corps de contrôle (RECOR II)** démarrera début juin 2015. Les résultats escomptés sont : (1) La mise en place effective de la Cour des comptes aux plans institutionnel, organisationnel, et des ressources humaines ; (2) L'affectation juridique des effectifs du cadre permanent et (3) La mise en place effective de l'Inspection générale de l'Etat (IGE) et de l'Inspection générale des finances au plan institutionnel et des ressources humaines. Les principales activités seront l'organisation de concours de recrutement, la production de textes réglementaires et de documents de référence (manuel de procédures, code de déontologie, règlements intérieurs, etc...), la fourniture d'équipements, la formation et les visites d'études ainsi que du « coaching » de missions de contrôle.

Le **programme d'appui sectoriel à la décentralisation et à la déconcentration (PASDD)** de 10 000 000 EUR, qui a pour objectif d'appuyer la mise en œuvre de la politique nationale en matière de décentralisation et de développement local ainsi que le programme de réforme de l'Etat et de modernisation de l'administration et dont l'équipe d'assistance technique, compte un expert en finances publiques, spécialiste de déconcentration et décentralisation financière et fiscalité locales auprès du ministère de l'économie et des finances.

Le **programme d'appui à la santé et à l'assainissement (PASA)** de 29 550 000 EUR contribue à la relance des services de santé de base dans la région de Guinée forestière. Le projet vise : (i) le renforcement des capacités du ministère de la santé ; (ii) l'amélioration du fonctionnement et financement de la santé maternelle et infantile, y inclus la construction et la réhabilitation des structures sanitaires ; (iii) l'appui à l'acquisition et distribution de médicaments génériques.

### **Autres bailleurs**

En 2014, la Banque mondiale (BM), a apporté un soutien budgétaire général à travers une opération d'urgence pour le soutien macroéconomique et fiscal, d'un montant de 50,000,000 USD, afin de soutenir le programme de lutte contre le virus Ebola du gouvernement. Une réflexion est en cours pour un éventuel nouvel appui budgétaire en 2015 dont le montant reste à déterminer.

En 2014, la Banque africaine de Développement (BAD) avait déjà prévu un appui budgétaire général à travers son Programme d'Appui aux Réformes Economiques et Financières (PAREF II), à hauteur de 9,585,000 USD. Un nouvel appui budgétaire est envisagé en 2015 à hauteur de 9,000,000 USD.

En 2014, le FMI a décaissé 41,000,000 USD, sous forme d'appui budgétaire dans le cadre d'une facilité rapide de crédit pour soutenir le gouvernement en réponse à l'impact économique de l'épidémie Ebola. Une facilité élargie de crédit est maintenant mis en œuvre. La conclusion positive de cette facilité a permis le décaissement d'un montant de 63,600,000 USD.

Quant aux Etats membres : la France est la seule à avoir initié des opérations d'appui budgétaire par le passé, mais sous forme ciblée. Elle n'a pas envisagé d'appui budgétaire général en 2014, et n'a pas fait d'annonce pour 2015.

La coordination des bailleurs est formalisée au travers du groupe thématique finances publiques et à travers la signature en juin 2014 du cadre général d'organisation des appuis budgétaires (CGA). Les réunions sont présidées par la délégation de l'UE.

### **3.3 Questions transversales**

La présente action, de par sa nature, se doit d'appuyer de façon transversale la mise en œuvre de la politique nationale qu'est le DRSP III ainsi que la « stratégie de relance socioéconomique post Ebola ». A ce titre, ces deux documents insistent sur la promotion de la femme et de l'approche genre et la protection de l'enfance et les populations vulnérables dans leur ensemble.

La problématique de la gestion des ressources minières et tout ce que cela implique en matière de gestion environnementale et de transparence dans la gestion des revenus est également prise en compte à travers le DRSP III.

## **4. DESCRIPTION DE L’ACTION**

### **4.1 Objectifs/résultats**

L’objectif général de ce contrat relatif à la construction de l’appareil de l’État est d’aider le gouvernement à éradiquer le virus Ebola et à promouvoir une croissance durable et inclusive

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Contribuer à augmenter l'espace budgétaire du gouvernement pour soutenir le relèvement du secteur de la santé à la suite de la crise Ebola.
- Soutenir les efforts du gouvernement pour garantir les fonctions vitales de l’État (en particulier la sécurité, le paiement des rémunérations des fonctionnaires, la réalisation des fonctions administratives essentielles et la garantie d’un minimum de services de base aux populations en particulier dans le domaine de la santé publique).
- Redynamiser la mise en œuvre des réformes des finances publiques.

Pour l'appui complémentaire:

- Renforcer les fonctions statistiques de l'Etat.

Les résultats attendus de cette intervention sont :

- L'épidémie Ebola est jugulée ;
- L'amélioration de la qualité et du fonctionnement des services de santé ;
- L’affectation de ressources financières suffisantes pour couvrir au moins la fourniture d’un niveau minimal de services de base dans la santé et l’administration publique ;
- Une meilleure efficacité des systèmes, des procédures et des capacités de gestion des finances publiques ;
- Une plus grande transparence et une fiabilité accrue dans le système de planification et de budgétisation permettant la mise en œuvre de stratégies de développement et de réformes à moyen et long terme ;
- Le maintien de la stabilité macroéconomique.

Pour l'appui complémentaire :

- Le renforcement de l'Institut national des statistiques (INS), le dispositif institutionnel et organisationnel pour la production, la diffusion et l'utilisation des statistiques.
- Un développement en quantité et en qualité de la production de statistique de routine administrative venant appuyer les processus de décisions politiques, notamment dans les secteurs sociaux, de la décentralisation, de la justice et de la sécurité

### **4.2 Principales activités**

#### **4.2.1 Appui budgétaire**

Les activités principales comprendront:

- Le transfert de 25 000 000 EUR sur la période (12 000 000 EUR au cours de l'année fiscale 2015 et un maximum de 13 000 000 EUR au cours de l'année fiscale 2016) ;

- Un dialogue continu avec le gouvernement sur la politique et les actions à mener en mettant plus particulièrement l'accent sur les domaines visés par les objectifs du programme ;
- Des efforts continus pour renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des finances publiques (GFP) et de la statistique ;
- Un dialogue continu entre la délégation de l'UE et les autres bailleurs de fonds pour coordonner et mieux aligner notre coopération au développement afin d'éviter la redondance des activités et d'alléger les obligations de reporting qui pèsent sur le gouvernement.

La surveillance régulière des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire à travers le suivi :

- des principaux agrégats macroéconomiques dans le contexte des missions du FMI ;
- des performances en matière de discipline budgétaire et d'exécution budgétaire, qui seront évaluées régulièrement pour vérifier qu'elles ne s'écartent pas sensiblement des objectifs convenus ou qu'elles n'impacte pas la stabilité macroéconomique globale ;
- le suivi des performances dans le domaine de la GFP qui sera réalisé sur la base des rapports d'exécution des plans annuels de travail du programme de réforme des finances publiques (PREFIP) ;
- le suivi de la réalisation des principaux objectifs nationaux de développement et de la Stratégie de relance socioéconomique post Ebola, qui se basera sur les rapports d'avancement préparé par le gouvernement ;
- Le suivi du volet d'appui institutionnel qui contribuera au renforcement de la capacité de suivi des ministères sectoriels clés et plus généralement de la capacité du gouvernement à élaborer son cadre de suivi ;
- le suivi de la transparence budgétaire qui sera réalisé à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée.

#### **4.2.2 Appui complémentaire**

Au titre de l'appui complémentaire lié aux systèmes statistiques, les actions se concentreront essentiellement autour du renforcement des capacités de l'Institut national de la statistique (INS). Les actions porteront essentiellement sur la collecte des données de routines, la réalisation d'enquêtes, l'analyse des données du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 3), l'amélioration des conditions de travail (système d'information informatisé), l'édition des annuaires statistiques sectoriels, le suivi évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté. L'INS sera appuyé à travers une assistance technique recrutée dans le cadre de ce projet.

### **4.3 Logique d'intervention**

La logique d'intervention du programme repose sur le triptyque « Transfert financier direct – Dialogue politique – Appuis techniques », à même d'induire les synergies nécessaires pour appuyer les DRSP III et IV. En finançant directement le budget national, un signal est donné vis-à-vis des autorités guinéennes, de la société civile, et des opérateurs économiques. Cet appui bénéficiera donc des assistances techniques déployées par la Commission dont il est fait mention au point 3.2 du présent document.

Cet appui est également une réponse de la Commission européenne à l'appel du gouvernement de Guinée face au virus Ebola. Celle-ci s'est en effet engagée à de nombreux niveaux face à ce virus, et la présente action est un instrument qui s'inscrit en pleine complémentarité avec la panoplie des appuis déjà existants.

## **5. MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés ; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 322/2015.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

#### ***5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire***

Le montant alloué est de 25 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire. Ce montant repose sur une appréciation des besoins financiers de la République de Guinée, dans un contexte marqué par la crise Ebola. Il s'agit d'un premier appui budgétaire pour la Guinée. Un premier décaissement est proposé dès 2015 pour un montant de 12 000 000 EUR à travers une première tranche fixe. En 2016, il est envisagé d'effectuer le décaissement d'une tranche fixe de 6 000 000 EUR et d'une tranche variable d'un montant maximum de 7 000 000 EUR. Au regard de la performance enregistrée dans la mise en œuvre du présent programme, il pourrait être proposé d'utiliser à nouveau l'appui budgétaire comme instrument financier dans le cadre de la mise en œuvre du 11<sup>ème</sup> FED.

#### ***5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire***

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes :

- Progrès satisfaisant dans la mise en œuvre des DSRP et de la stratégie de relance et de résilience socioéconomique post-Ebola, maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique ;
- Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité ;
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du PREFIP et du plan annuel de travail (PAT) ;
- Progrès satisfaisant en ce qui concerne la mise à disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables sont les suivantes : cinq indicateurs sont retenus au titre de la tranche variable 2016, ils porteront respectivement sur les dimensions suivantes :

- Dotation et exécution budgétaire du ministère de la Santé ;
- Déconcentration des personnels de santé hors de Conakry ;
- Reddition des comptes ;
- Création de la Cour des comptes ;
- Mobilisation des ressources domestiques.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

### ***5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire***

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs guinéens sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

## **5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire**

### **5.4.1. Gestion indirecte avec le pays partenaire**

Une partie de la présente action ayant pour objectif le renforcement des capacités de production statistique au niveau de l'INS et des ministères sectoriels peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République de Guinée conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 FED applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes :

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions, et exécute les paiements.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, la Guinée applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec la Guinée.



Conformément à l'article 19B de l'accord de partenariat ACP-UE, il est envisagé de faire recours à la clause suspensive pour le lancement des appels d'offres de services relatif à l'assistance technique à l'Institut national de la statistique avant l'adoption de la décision de financement.

### **Subventions : octroi direct à l'Institut national de la statistique (INS)**

#### **(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés**

L'objectif de la subvention est de renforcer les fonctions statistiques de l'Etat guinéen.

Les résultats attendus concernent le renforcement du dispositif institutionnel et organisationnel (suite à la réalisation de l'audit de l'INS en 2014), la poursuite de l'amélioration de la couverture et de la qualité de la production statistique notamment dans les secteurs sociaux, notamment santé et éducation, de la décentralisation, de la justice et de la sécurité, le renforcement des capacités en vue d'accroître l'efficacité des services, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et la réalisation d'enquêtes.

L'Etat contribuera au financement de cette subvention en faveur de l'INS, établissement public à caractère administratif, au travers des crédits ouverts dans les lois de finances successives.

#### **(b) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à l'Institut national de la statistique.

Le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie car le bénéficiaire se trouve dans une situation de monopole de droit.

#### **(c) Conditions d'éligibilité**

Le lieu d'établissement de l'INS est la Guinée. Cet institut est un établissement public à caractère administratif.

#### **(d) Critères de sélection et d'attribution essentiels**

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

#### **(e) Taux maximal de cofinancement**

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 100% pour permettre la réalisation des activités envisagées.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'art. 37 du règlement 323/2015, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

#### **(f) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention**

Troisième trimestre 2015.

#### **a) Vue d'ensemble de la mise en œuvre**

Activité/objectif/résultat, y compris localisation	Type de financement	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure	Montant indicatif en EUR
Assistance technique en faveur de l'INS	Marché de services (gestion indirecte)	1	3 <sup>ème</sup> trimestre 2015 (avec clause suspensive)	1 900 000
Subvention en faveur de l'Institut national de la statistique	Contrat de subvention (gestion indirecte)	1	3 <sup>ème</sup> trimestre 2015	2 850 000

### 5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

### 5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)
<b>5.3 Appui budgétaire - Contrat d'appui à la consolidation de l'État</b>	<b>25 000 000</b>
5.3.1 Appui budgétaire – Tranche 2015	12 000 000
- Premier versement (tranche fixe)	12 000 000
5.3.2 Appui budgétaire – Tranche 2016	13 000 000
- Tranche fixe	6 000 000
- Tranche variable	7 000 000
<b>5.4 Appui complémentaire</b>	<b>5 000 000</b>
5.4.1.1 Gestion indirecte avec le pays partenaire :	
- Subvention en attribution directe à l'Institut national de la statistique	2 850 000
- Assistance technique en faveur de l'INS	1 900 000
5.9 Évaluation	50 000
5.10 Audit	50 000
Provision pour imprévus	150 000
<b>Total</b>	<b>30 000 000</b>

## **5.7 Structure organisationnelle et responsabilités**

### **a) Structure organisationnelle de base**

#### **Volet appui budgétaire**

Les appuis budgétaires s'insèrent dans les dispositifs mis en place par les autorités nationales, de concert avec les partenaires au développement, en particulier l'arrangement cadre pour les appuis budgétaires signé en 2014.

S'agissant des réformes des finances publiques, du suivi du budget et des relations avec les partenaires concernés, notamment sur les questions d'appui budgétaire, la Guinée a développé une structure organisationnelle au sein du ministère de l'économie et des finances: la cellule technique de suivi des programmes (CTSP).

Dans le cadre de la vérification de l'atteinte des conditions générales d'éligibilité et des valeurs cibles des indicateurs, une mission d'évaluation conjointe, composée des services de la cellule de gestion du FED (CGFED), de la délégation de l'Union européenne, de représentants du ministère de l'économie et des finances, du ministère délégué au budget et du ministère de la santé, sera chargée de procéder aux vérifications des pièces justificatives et aux entretiens avec les structures/départements ministériels concernés. Cette mission d'évaluation conjointe présentera au comité de pilotage un rapport sur l'atteinte des conditions générales d'éligibilité et des valeurs cibles des indicateurs en faisant apparaître les résultats et les dynamiques en cours au sein des structures ciblées.

Les missions d'évaluation conjointe auront lieu dès que les autorités auront fourni les pièces justificatives collectées par les services de l'ON, suivant le calendrier indicatif des décaissements. La mise en place de ces missions d'évaluation conjointe permettra ainsi un apprentissage, une appropriation des principes de l'appui budgétaire, une réelle implication des cadres et une évaluation commune partagée des résultats atteints.

De manière indicative, le comité de pilotage est composé des représentants :

- du ministère de l'économie et des finances, notamment des directions nationales de la dette et de l'aide publique au développement ; du budget ; du trésor et de la comptabilité publique ; des impôts ; de la CTSP et de la CGFED.
- du ministère du plan, notamment de l'INS, du secrétariat de la stratégie de réduction de la pauvreté ;
- du ministère de la santé, notamment des directions des affaires financières et des ressources humaines ;
- de la Cour des comptes ;
- de l'assistance technique impliquée ;
- de la délégation de l'UE.

Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par les services de l'ON, qui assurent le suivi des décisions et des recommandations du comité de pilotage, dont les membres recevront, avant chaque réunion, les rapports relatifs à l'atteinte des conditions générales d'éligibilité et des valeurs cibles des indicateurs.

#### **Volet appui complémentaire**

Le pouvoir adjudicateur du projet est le ministère d'Etat chargé de l'économie et des finances, l'ordonnateur national en Guinée.

Le maître d'œuvre du volet d'appui complémentaire est le ministère du plan duquel relève l'Institut national de la statistique.

Un comité de pilotage propre à ce volet est mis en place pour superviser et approuver l'orientation générale et la ligne d'action du projet. Ce comité se réunit au moins deux fois par an ou en séance extraordinaire si nécessaire sur initiative de l'ON et/ou du chef de délégation ou son représentant.

De manière indicative, le comité de pilotage est composé des représentants :

- du ministère de l'économie et des finances, notamment de la CTSP et de la CGFED.
- du ministère du plan, notamment de l'INS, du secrétariat de la stratégie de réduction de la pauvreté ;
- des ministères techniques en charge de thèmes prioritaires de la stratégie de réduction de la pauvreté tels que la santé, l'éducation, la décentralisation notamment des directions des affaires financières et des ressources humaines ;
- de l'assistance technique impliquée ;
- de la délégation de l'UE.

Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par les services de l'ON, qui assurent le suivi de ses décisions et de ses recommandations. ses membres recevront, avant chaque réunion, les rapports d'exécution de la subvention de l'INS et de l'assistance technique auprès de l'INS.

#### b) Tâches et composition de l'équipe d'assistance technique

i) Une équipe d'assistance technique aidera le bénéficiaire INS à mettre en place et à exécuter le projet en effectuant notamment les tâches suivantes :

1. des tâches nécessitant des capacités techniques, notamment l'accompagnement du renforcement et/ou de la mise en place d'outils informatisés de suivi financier et technique, l'élaboration de procédures de travail permettant de fiabiliser la reddition des comptes, l'utilisation d'indicateurs de suivi de mise en œuvre, l'informatisation des documents et du reporting, du transfert de compétences et de savoir-faire au jour le jour ;
2. des tâches administratives, préparatoires et accessoires relatives à la planification et au suivi de certaines composantes du projet et à la communication des rapports correspondants, à l'attribution des marchés publics et à la gestion financière.

Ces tâches n'impliquent ni mission de puissance publique ni exercice d'un pouvoir discrétionnaire d'appréciation.

ii) Le travail d'équipe d'assistance technique sera conforme aux dispositions des termes de référence définis par la Commission. Il est prévu une équipe d'assistance technique d'une durée de 3 ans comportant un expert principal chef de mission ainsi que 12 mois d'experts non principaux avec différentes spécialités (informatique, formation, spécialistes thématiques, etc.) en fonction des besoins qui seront identifiés.

### **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi

que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par elle pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par elle pour mettre en œuvre ces contrôles).

Le suivi technique et financier est indispensable à la bonne mise en œuvre du présent projet. Plusieurs informations et analyses doivent être rendues disponibles de façon régulière et selon un format approprié afin qu'un monitoring adéquat soit effectif. À cette fin, le ministère de l'économie et des finances et le ministère délégué au budget doivent établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour le présent programme. Les éléments suivants devront pouvoir être mis à disposition des acteurs et de la délégation de l'Union européenne. Ces éléments sont repris au titre des sources de vérification relatives aux 4 critères d'éligibilité présenté en annexe 1 du présent document:

Pour l'évaluation de la tranche fixe 2015 :

- Rapport de mise en œuvre du DSRP III pour l'année 2014
- Stratégie de relance et de résilience socio-économique post-Ebola
- Document de travail relatif à la préparation de la 6<sup>ième</sup> revue de facilité élargie de crédit (FEC) du Fond monétaire international (FMI) et/ou article IV
- Plan annuel de travail (PAT) portant sur la mise en œuvre du PREFIP pour la période 2015-2017
- Rapport d'exécution du PAT pour 2014.
- Compte-rendu des réunions de coordination du groupe thématique finances publiques
- Rapport de la cellule technique de suivi des programmes (CTSP)
- Rapport d'exécution budgétaire pour l'exercice budgétaire 2014
- Copie des lois de finances initiale 2016 et rectificative 2015 (le cas échéant).

Pour l'évaluation des tranches fixe et variable 2016 :

- Rapport de mise en œuvre du DSRP III pour l'année 2015
- Processus de préparation/validation du DSRP IV.
- Rapport de mise en œuvre de la stratégie de relance pour l'année 2015.
- Contenu du nouveau programme avec le FMI et/ou autres rapports FMI.
- PAT portant sur la mise en œuvre du PREFIP pour la période 2016-2018
- Rapport d'exécution du PAT portant sur la mise en œuvre du PREFIP pour la période 2015.
- Compte-rendu des réunions de coordination du groupe thématique finances publiques
- Rapport de la cellule technique de suivi des programmes (CTSP)
- Rapport d'exécution budgétaire pour l'exercice budgétaire 2015
- Copie des lois de finances initiale et rectificative 2016 (le cas échéant)
- Rapport sur l'état de mise en œuvre du plan de décentralisation et la déconcentration du ministère de la santé
- Rapport portant sur l'atteinte ou non de chacune des cibles des indicateurs retenu au titre de la tranche variable 2016 avec en annexe les sources de vérification portant sur chacun des indicateurs tel que définies en annexe 1.

La Commission peut effectuer des visites de suivi du présent programme, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par elle pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par elle pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Aucune évaluation en tant que telle est prévue pour la partie appui budgétaire de la présente action. Cela étant, eu égard à l'importance et au contexte de l'action, il sera élaboré un rapport final portant l'exécution du programme appui budgétaire en 2015 et en 2016.

Il sera par ailleurs procédé à une évaluation à mi-parcours de la composante appui complémentaire par l'intermédiaire de consultants indépendants au travers d'une mission commandée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à l'utilisation de convention de contribution et de subventions directe.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au premier semestre 2017.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Des vérifications financières annuelles seront prévues dans la subvention avec l'INS. Le contrat de services d'assistance technique fera l'objet d'un audit à la fin de son exécution (lancement procédure fin 2018).

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financé dans le cadre de la coopération Union européenne – Guinée.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Pour le volet "appui budgétaire", la visibilité sera atteinte à travers le dialogue politique, la représentation de la délégation de l'UE dans les réunions de haut niveau et des conférences thématiques. Chaque décaissement de tranches sera accompagné de mesures d'information du public (communiqué et/ou conférence de presse, newsletter Délégation de l'UE).

Pour le volet "appui complémentaire", les activités de communication et de visibilité seront intégrées dans la subvention à l'INS qui prendra les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement de l'UE. Des événements (conférence, séminaires...) seront également organisés dans le cadre du programme.

Ce contrat sera signé lors du premier trimestre de l'exécution de la subvention.

# APPENDICE I : MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR L'APPUI COMPLEMENTAIRE)

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global: impact</b>	Renforcer les fonctions statistiques de l'Etat		Annuaire statistique 2013	Amélioration quantitative et qualitative de l'annuaire statistique en 2016	<a href="http://www.stat-guinee.org/">http://www.stat-guinee.org/</a>	
<b>Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)</b>	<p>Renforcement de l'Institut national des statistiques (INS) au niveau organisationnel pour une meilleure production, diffusion et utilisation des statistiques.</p> <p>Développement en quantité et en qualité de la production de statistique de routine administrative venant appuyer les processus de décisions politiques, notamment dans les secteurs sociaux, de la décentralisation, de la justice et de la sécurité</p>	Statistiques disponibles	<p>Annuaire statistique 2013.</p> <p>Annuaire statistiques 2013/2014 des trois ministères en charge de l'éducation</p> <p>Annuaire statistique de la santé 2013/2014 en cours de finalisation</p>	<p>Annuaire statistique 2014</p> <p>Annuaire statistiques 2014/2015 des trois ministères en charge de l'éducation</p> <p>Annuaire statistique de la santé 2014/2015, de la justice, de la décentralisation et de la sécurité.</p>	Annuaire statistique et annuaires sectoriels	Mise en œuvre du contrat de subvention et du contrat de l'assistance technique auprès de l'INS.



Produits	Mise en ligne de données statistiques	Publication des comptes nationaux	Comptes nationaux 2011	Comptes nationaux rendus publiques en N-2 à partir de 2017		Finalisation du traitement et de l'analyse des données en juin 2015.
		Taux de complétudes des données statistiques dans le domaine de l'éducation et de la santé	Environ 90 %	Améliorations des taux de complétudes des données statistiques dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la justice, de la décentralisation et de la sécurité		
		Publication des résultats recensement général de la population et de l'habitat	Dernier RGPH 1996	Le recensement général de la population et de l'habitat est finalisé	Le rapport final du RGPH est produit et validé.  Le rapport final du RGPH est diffusé et consultable sur le site internet de l'INS.	Bonne exécution des passations de marchés de fourniture et de services dans le cadre de la subvention.
		Utilisation de GSM pour la collecte de données statistiques	Non existant	Nombre de GSM fournis et formation aux agents au niveau central et déconcentré pour la collecte des données statistiques		

## APPENDICE II – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT (POUR L'APPUI BUDGETAIRE)

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
<b>Objectif général : impact</b>	Aider le gouvernement à éradiquer le virus Ebola et à promouvoir une croissance durable et inclusive	Taux de pauvreté monétaire  Evolution du nombre de personnes atteintes par le virus Ebola	2012 pour le taux de pauvreté monétaire  Nombre de personnes atteintes par le virus Ebola en 2014	Retour au niveau de 2012 dans les trois ans qui suivent l'éradication du virus Ebola  Nombre de personne atteinte par le virus Ebola à fin 2015 : 0	Enquête ménage
<b>Objectifs spécifiques : effets directs</b>	Contribuer à augmenter l'espace budgétaire du gouvernement pour soutenir le relèvement du secteur de la santé à la suite de la crise Ebola.  Soutenir les efforts du gouvernement pour garantir les fonctions vitales de l'État (en particulier la sécurité, le paiement des rémunérations des fonctionnaires, la réalisation des fonctions administratives essentielles et la garantie d'un minimum de services de base aux populations en particulier dans le domaine de la santé publique).  Redynamiser la mise en œuvre des réformes de finances publiques	Dotation et exécution budgétaire du secteur de la santé sur financement national  Indicateurs inscrits dans le DSRP III  Amélioration globale de la performance des finances publiques (qui pourrait être attesté par la réalisation d'un nouveau PEFA) et amélioration de la production de statistique au niveau national	Loi de finances 2015 et rapport d'exécution budgétaire 2014  Rapport de mise en œuvre du DSRP III pour l'année 2014  PEFA 2013	Dotation en loi de finances 2016 supérieure à celle de 2015 et niveau d'exécution budgétaire 2015 supérieur à 90%  Stabilisation ou dégradation marginale des indicateurs de mise en œuvre du DSRP III pour l'année 2015 et dynamique positive pour 2016  Amélioration globale des performances qui pourrait être attestée par la réalisation d'un nouveau PEFA.	Loi de Finances et rapport d'exécution budgétaire  Rapport de mise en œuvre du DSRP III  www.PEFA.org
<b>Produits induits</b>	Amélioration de la mobilisation des ressources domestiques	Taux de pression fiscale		Taux 2016 supérieur à celui de 2014	www.imf.org

Produits directs	Amélioration du niveau de ressources disponibles du Ministère de la Santé sur budget national	Indicateur 1 : Dotation et exécution budgétaire du ministère de la santé Evolution du budget du ministère de la santé hors financements extérieurs par rapport au budget total inscrit en loi de finances hors financements extérieurs Taux d'exécution final du budget du ministère de la santé hors financements extérieurs	9.51% sur base de la LFR et 2.45% sur base de la LFI  21.31 % sur base de la LFR et 98.53% sur base de la LFI 2014	5 % pour le LFI 2016  Taux d'exécution : au moins 90% base engagement et au moins 75% base paiement pour tous les titres du budget du Ministère	Loi de finances 2016  Taux d'exécution budgétaire du système intégré des dépenses
	Amélioration de la mise à disposition de personnel de santé sur le territoire	Indicateur 2 : Déconcentration des personnels de santé hors de Conakry Au moins 70% des agents de santé dont le recrutement aura été lancé en 2015 (sur une base théorique de 2000 agents maximum) sont affectés en dehors des 5 communes urbaines de Conakry  Contrôle permanent des agents de santé au niveau déconcentré dans la région de Guinée forestière	Aucun  Aucun	70% des agents recrutés affectés hors de Conakry  Procédure de contrôle de la présence des agents en place et opérationnelle en Guinée forestière.	Attestations de prise de services ou extrait de la base de données des RH du ministère de la santé  Décret interministériel et rapport de suivi en région forestière
	Avancement du processus de reddition des comptes	Indicateur 3 : Reddition des comptes Les comptes de gestion 2005-2010 (ou à défaut une décision sur le traitement de ces comptes permettant de valider une balance générale d'entrée en début de l'exercice budgétaire) et 2011-2013 ont été transmis par le ministère de l'économie et des finances à la Chambres des comptes (ou la Cour des comptes)	La production du dernier compte de gestion date de 2004.	Comptes 2005-2010 et 2011-2013 apurés	Copies des courriers du MEF de transmission des comptes de gestion à la Chambre des comptes (ou à la Cour des comptes)

	Amélioration du niveau de redevabilité externe	Indicateur 4 : Opérationnalisation de la Cour des comptes La loi portant sur la création de la Cour des comptes est promulguée, son premier président est nommé et une dotation pour la Cour des comptes apparait en loi de finances 2016. La cour des comptes est opérationnelle.	Aucun	Promulgation de la loi de création de la Cour des comptes, nomination du président et dotation budgétaire pour son fonctionnement	Décrets présidentiels de promulgation de la loi et de nomination de son président  Loi de finances 2016
	Amélioration du suivi des contribuables et élargissement de la base imposable	Indicateur N° 5 : Mobilisation des ressources domestiques Refonte du numéro d'identification fiscale (NIF) afin que sa durée de validité ne soit plus limitée dans le temps. Les redevables sont identifiés par un numéro unique et pérenne.  Le recensement et l'identification des redevables dans les cinq communes urbaines de Conakry a été finalisé et est intégré au système d'information de la Direction nationale des impôts (DNI). Cette base de données recense les locaux où les activités exercées sont géo-localisés et est en mesure d'intégrer l'ensemble des redevables professionnels du pays. Les données sont sécurisées et accessibles à tous les services gestionnaires	NIF à durée de vie déterminée (3 mois pour les particuliers, 6 mois pour les sociétés et 1 an pour les sociétés minières)  Existence de recensements partiels par zonage sur la ville de Conakry	"Réécriture" du NIF pour devenir un numéro d'identifiant unique et pérenne pour les contribuables.  Recensement finalisé  Base livrée et opérationnelle	Consultation de la base de données des redevables professionnels.  Rapport final portant sur le recensement et l'identification des contribuables.